

Renseignement ■ La Sécurité d'Etat chinoise pourrait perdre son service de contre-espionnage (p.3)

Grands contrats ■ L'embarrassant brut iranien du Kremlin (p.5)

Sécurité ■ Secoué en France, le groupe Gallice se redéploie en Irlande (p.7)

N°729 - 11 février 2015

■ PREMIER CERCLE

Hazza bin Zayed, conseiller à la sécurité nationale de son frère aîné, le prince héritier d'Abou Dhabi **Mohamed bin Zayed**, est attendu à Paris le 6 mars. Hazza bin Zayed, qui devrait rencontrer les principaux responsables sécuritaires français, fera le point sur la coopération entre les deux pays. Seul accroc sécuritaire entre les deux partenaires : la liste des 83 organisations terroristes émise l'année dernière par Hazza comprend l'**Union des organisations islamiques de France** (UOIF), qui n'est pas considérée par Paris comme telle.

Dominique de Villepin, l'ancien premier ministre de **Jacques Chirac**, a rejoint le conseil consultatif du fonds d'investissement **China Mins-heng Investment Corp. Ltd** (CMI), présidé par **Wenbiao Dong**. Villepin y rejoint l'ancien président de la **Commission européenne**, **Romano Prodi**, ainsi que **Stephen Orlins**, président du **National Committee on United States-China Relations**. L'ex-premier ministre est déjà présent en Chine : il y préside le conseil consultatif d'**Universal Credit Rating Group** (UCRG, [IOL n°697](#)). *Intelligence Online* a consacré une enquête **Insiders** aux réseaux de Dominique de Villepin, à lire [ici](#).

Mohamed Dahlan, l'ancien chef de la sécurité préventive du **Fatah**, vient de recevoir la nationalité serbe pour "services rendus". Conseiller de **Mohamed bin Zayed**, le prince héritier d'Abou Dhabi, et proche d'**Aleksandar Vucic**, le premier ministre serbe, Mohamed Dahlan a fait investir à divers fonds plus d'un milliard \$ dans le pays, notamment dans des projets immobiliers. Selon le *Balkan Investigative Reporting Network* (BIRN), il louerait même une maison dans l'un des quartiers huppés de Belgrade.

ARABIE SAOUDITE

Sous Salman, le trio sécuritaire du royaume

Nommé le 23 janvier ministre de la défense et directeur de la cour royale sitôt son père, **Salman bin Abdulaziz**, intronisé roi, **Mohamed bin Salman** s'attaque aux multiples embûches sécuritaires qui pèsent sur le royaume. Pour ce faire, il compte sur son alliance avec d'une part **Mohamed bin Nayef**, le ministre de l'intérieur et vice-prince héritier, avec lequel il entretient de bonnes relations, et d'autre part le tout nouveau chef du **General Intelligence Presidency** (GIP), **Khaled bin Ali al-Humaidan**.

Frontières en alerte rouge. Dans l'immédiat, ce triumvirat va devoir faire face aux menaces qui s'amoncellent aux frontières. La **Garde nationale** - dirigée par **Muteb bin Abdallah**, qui est désormais isolé au sein du pouvoir ([lire p.4](#)) -, est positionnée à la frontière avec le Yémen, au sud, et à celle avec l'Irak, au nord. Sous la pression constante de l'**Etat islamique** (EI, ou **Daech**), les troupes stationnées au nord bénéficient néanmoins des capacités techniques du *Saudi Border Guard Development Program* (SBGDP, ex-contrat *Miksa*). Celui-ci, conçu par **Airbus Group**, doit détecter toute intrusion grâce à des senseurs, des radars et des postes de surveillance répartis le long des 800 km qui séparent l'Arabie Saoudite de l'Irak. Alors que beaucoup d'incertitudes pesaient sur son bon fonctionnement au début de l'offensive de Daech, il est maintenant démontré qu'il joue pleinement son rôle. Ainsi, lors de l'attaque du 5 janvier sur le poste-frontière de Suwayf, dans le nord de la province de l'Arar, l'intrusion avait été détectée suffisamment en amont par le système. Mais les djihadistes avaient tout de même pu déclencher leur engin explosif après avoir fait semblant de se rendre aux gardes-frontières. Depuis, d'autres infiltrations auraient été détectées.

Nouvelles menaces. Sur le plus long terme, Mohamed bin Salman et Mohamed bin Nayef anticipent les prochains challenges sécuritaires. Selon nos informations, plusieurs appels d'offres en matière de cybersécurité (protection des systèmes informatiques et bases de données, tests de pénétration des réseaux, voire contre-attaques) sont en cours de rédaction au sein des ministères de la défense et de l'intérieur. Traumatisés par l'attaque informatique sur **Saudi Aramco** en 2012, attribuée à l'Iran ([IOL n°685](#)), les chefs sécuritaires du royaume s'attendent à de nouvelles attaques. Pour s'en protéger, **Lockheed Martin** et **BAE Systems** auraient déjà été démarchés au plus haut niveau. Désireux d'acquiescer des drones de combat ([IOL n°708](#)), Mohamed bin Nayef n'a en revanche toujours pas obtenu l'aval de la Maison Blanche pour s'en doter.

Troisième homme. En faisant nommer le 30 janvier le général Khaled al-Humaidan comme chef du GIP, en remplacement de **Khaled bin Bandar**, Mohamed bin Salman et Mohamed bin Nayef se sont assurés d'un solide allié. Proche du prince **Nayef** puis de son fils Mohamed, Al-Humaidan dirigeait depuis l'été 2011 le **General Investigation Directorate** (GID, ou *Mabahith*), le service antiterroriste rattaché au ministère de l'intérieur. En première ligne pour lutter contre les infiltrations de djihadistes depuis le nord et le sud du pays, ce diplômé en *Criminal Justice* de la **Grand Valley State University** du Michigan a noué de nombreuses relations au sein du **FBI** et de la **CIA**. De par sa connaissance des deux appareils de renseignement intérieur et extérieur du royaume, Al-Humaidan a pour mission de créer de fortes synergies entre eux. Preuve de la confiance dont il jouit à Riyad : sa nomination a été imposée par Mohamed bin Salman et Mohamed bin Nayef sans difficulté, alors que ce poste est traditionnellement occupé par un membre de la famille royale.

FRANCE

Moubarak al-Khaili, le directeur du nouvel "Interpol du Golfe" créé le 26 novembre par le **Conseil de coopération du Golfe** (CCG, [IOL n°725](#)), sera à Paris à partir du 12 janvier pour y rencontrer ses homologues français. Il devrait également faire un passage au siège d'**Interpol** à Lyon. Le nouveau service de police du Golfe, dont le siège sera à Abou Dhabi, coordonnera les informations en matière d'anti-terrorisme des six membres du CCG. Leurs services de renseignement se réunissent depuis la fin de l'année dans ce cadre.

ETATS-UNIS

Robert Cardillo, le directeur de la **National Geospatial-Intelligence Agency** (NGA), a annoncé, lors d'une conférence de l'**Intelligence and National Security Alliance** (INSA) qui s'est tenue le 22 janvier à Arlington, qu'il veut encore augmenter l'interpénétration entre son agence et les prestataires privés, sur le modèle du **GEOINT Solutions Marketplace**. Mis en place par la NGA, cet espace (voir [ici](#)) met en relation les experts de l'agence avec les start-up, les laboratoires de recherche et les grands groupes spécialisés pour développer des projets communs. 83 sociétés auraient déjà rejoint le GEOINT Solutions Marketplace.

ETATS-UNIS

Brian Crozier vient de prendre la tête de l'**Intelligence Directorate** du **Joint Functional Component Command for Global Strike and Integration** (JFCC-GSI). Cet ancien responsable des opérations d'**Intelligence, Surveillance and Reconnaissance** (ISR) des forces américaines basées en Allemagne va désormais coordonner les renseignements obtenus par l'**Intelligence Community** (IC) en matière de menaces d'emploi d'armes nucléaires conventionnelles contre les Etats-Unis. Membre de l'**US Strategic Command** (USSTRATCOM), le JFCC-GSI constitue la première force de réaction si une attaque nucléaire devait atteindre le sol américain.

TURQUIE

Daech, dossier prioritaire du MIT

Comme l'avait anticipé **Intelligence Online** ([IOL n°728](#)), **Hakan Fidan** va se présenter aux législatives. Le choix de son successeur par intérim, déjà désigné, indique clairement où vont les priorités d'Ankara.

Recep Tayyip Erdogan a défini son dossier prioritaire en désignant le successeur par intérim d'**Hakan Fidan**. Après avoir annoncé le 6 février son départ de la direction du **Milli Istihbarat Teskilati** (MIT), Fidan, en poste depuis presque cinq ans, a laissé son siège à son adjoint **Ismail Hakki Musa**. Cet ancien ambassadeur à Bruxelles, âgé de 55 ans, est l'homme qui a tissé les liens du MIT avec les groupes armés combattant en Syrie, en premier lieu les djihadistes de l'**Etat islamique** (EI, ou **Daech**). En charge depuis 2012 des opérations extérieures du service, il serait à l'origine de la libération des 49 otages turcs retenus pendant trois mois par Daech à Mossoul l'année dernière.

Le concurrent malheureux de Musa, **Muhammed Dervisoglu**, est quant à lui responsable des négociations informelles du gouvernement avec le **PKK**, laissées actuellement au second plan par Ankara. Officier de carrière du service, il est détaché du MIT depuis septembre pour servir en tant que sous-secrétaire à la sécurité publique. Dervisoglu ne désespère pas de se faire nommer directeur de plein pied dans les prochaines semaines.

Sous l'étiquette **AKP**, Hakan Fidan se présente lors des élections législatives du 7 juin dans une des circonscriptions d'Ankara, acquise au parti présidentiel. Une fois élu, il espère être nommé ministre des affaires étrangères et vice-premier ministre.

PAKISTAN/ARABIE SAOUDITE

ISI et GIP se disputent leurs djihadistes

Les récentes opérations de l'**Inter-Services Intelligence** (ISI) contre les djihadistes au Pakistan affectent celles de son allié saoudien, le **General Intelligence Presidency** (GIP), contre l'Iran. Décryptage.

L'intervention massive, le 25 janvier à Lahore, de l'**Inter-Services Intelligence** (ISI) contre les réseaux locaux de l'**Etat islamique** (EI, ou **Daech**) pourrait mettre en difficultés les opérations du **General Intelligence Presidency** (GIP) saoudien. Le coup de file de l'ISI, qui a vu l'arrestation d'un des principaux leaders de Daech au Pakistan, **Youssef al-Salafi**, a mis en lumière les liens qu'entretient l'organisation djihadiste avec d'autres groupes islamistes de la région, au premier rang desquels **Jundallah** (Soldats de Dieu). Or ce groupe sunnite séparatiste du Sistan-Baloutchistan, la province sécessionniste iranienne, est un des principaux relais locaux du GIP dans sa guerre clandestine contre l'Iran.

Les agents pakistanais ont acquis la certitude que, tout en acceptant les subsides saoudiens, les militants de **Jundallah** mènent des opérations communes avec Daech contre l'ennemi chiite. Le GIP avait sollicité l'aide de l'ISI par le passé pour soutenir l'effort de guerre de **Jundallah** ([IOL n°722](#)). Parallèlement, l'Arabie Saoudite combat Daech en Irak et en Syrie dans le cadre de la coalition internationale.

ETATS-UNIS

James Clapper, le *Director of National Intelligence* (DNI), continue de renforcer son pôle Asie du Sud-Est. Il recherche un nouvel analyste en charge de la région. Celui-ci travaillera sous les ordres de **Scott Bray**, le manager du pôle Asie et ancien agent de l'**Office of Naval Intelligence** (ONI), où il était déjà spécialisé sur la Chine. Le bureau du DNI avait renforcé ce service en octobre, en embauchant **Lonnie Henley**, un ancien analyste senior des activités chinoises au sein de la **Defense Intelligence Agency** (DIA, [IOL n°722](#)).

EGYPTE

Oussama Askar, nommé le 31 janvier par **Abdel Fattah al-Sissi** commandant chargé de l'anti-terrorisme dans la région du Sinaï, commence à mettre en place son dispositif. Ce grand connaisseur de la structure tribale de la péninsule veut s'appuyer sur l'un des plus importants clans de la capitale du gouvernorat, El-Arich, les **Fawakhrieh**, tant pour en faire des supplétifs armés que des agents de renseignement. A Rafah, il peut compter sur la tribu des **Sarawek**. L'état-major égyptien s'active d'autant plus que des informations collectées par le **Moukhabarat**, dirigé par **Khaled Fawzi**, affirment que nombre de djihadistes actifs dans le Sinaï sont des déserteurs de l'armée égyptienne, notamment des officiers.

FRANCE/ARABIE SAOUDITE

Le **GIP** (General Intelligence Presidency) saoudien a annulé la visite qu'une délégation de haut niveau devait effectuer cette semaine à Paris, pour y rencontrer ses homologues de la **DGSE**. **Khaled bin Bandar**, le directeur limogé le 30 janvier, devait en prendre la tête... A Paris, on s'inquiète : simple report technique ou changement de ligne ? Le nouveau directeur du service, **Ali bin Abdullah al-Humaidan**, pourrait, au vu de son pedigree ([lire p.1](#)), vouloir dans un premier temps se concentrer sur ses relations avec Washington.

ZONES GRISES

Comment Téhéran va armer le Hamas

Selon nos informations, à l'occasion de la réconciliation entre Téhéran et le Hamas, un accord a été conclu sur la livraison d'armes.

Les autorités de Téhéran, et notamment les **Pasdarans**, ont donné leur aval aux demandes très précises des **Brigades al-Qassam**, la branche armée du mouvement islamiste palestinien, qui contrôle toujours la bande de Gaza. Cette shopping-list inclurait des missiles sol-sol et des roquettes anti-aériennes. Celles-ci pourraient être dotées de moyens de guidage plus perfectionnés que ceux auxquels le **Hamas** a eu accès jusqu'à présent. Selon des sources proches de l'organisation au Liban, la formation au maniement de ses armes pourrait se faire directement à Gaza par des instructeurs du **Hezbollah** libanais, principal allié local de Téhéran.

Une des solutions envisagées pour livrer ces armements serait de les envoyer jusqu'à Khartoum, au Soudan. Ils transiteraient ensuite par le Sinaï pour arriver jusqu'à Gaza. Ce trajet, périlleux au vu du déploiement de plus en plus important de l'armée égyptienne dans la région, n'est pas définitivement arrêté. Selon nos sources, l'artisan de ce deal d'armement serait **Imad al-Alami**, figure de la frange pro-ira-

nienne de l'organisation palestinienne. Longtemps en charge des réseaux d'approvisionnement en armes et matériels du mouvement, il a repris du service pour l'occasion. Partageant son temps entre Téhéran et Ankara, il a longtemps vécu à Damas, avant de revenir à Gaza en 2013, après que **Bachar al-Assad** a coupé les ponts avec le Hamas. Il jouit de la confiance d'**Hassan Nasrallah**, le leader du Hezbollah, ainsi que de celle de **Mohamad Ali Jaafari**, le chef des Pasdarans.

Il aura fallu plusieurs délégations de haut niveau pour que l'Iran et le mouvement islamiste palestinien reprennent leur alliance ([IOL n°727](#)). Une visite à Téhéran du stratège du mouvement, **Khaled Mechaal**, est attendue prochainement. Il devrait s'y entretenir avec le général Jaafari et **Mohammad Reza Naghdi**, le chef des **Bassidjis**, les milices religieuses du régime. En revanche, une rencontre avec le Guide suprême **Ali Khamenei** semble impossible, tant Bachar al-Assad s'y oppose ([IOL n°657](#)).

Après s'être rapproché de l'Égypte de **Mohamed Morsi**, de la Turquie de **Recep Tayyip Erdogan**, puis du Qatar, le Hamas demeure aujourd'hui la dernière organisation sunnite de la région à être alliée à l'Iran chiite.

CHINE

Le Guoanbu amputé du contre-espionnage ?

La gigantesque purge qui secoue l'appareil sécuritaire du régime chinois pourrait faire émerger un nouveau partage de territoires entre services.

Le **Service 8**, le département de contre-espionnage du ministère de la **Sécurité d'Etat** (Guoanbu), subit de plein fouet la purge menée par les proches du président **Xi Jinping**. Selon nos informations, le coordinateur du renseignement et de la sécurité à la tête du **Parti communiste chinois** (PCC) et proche de Xi, **Meng Jianzhu**, voudrait que le Guoanbu se spécialise quasi-exclusivement dans sa fonction de renseignement extérieur. Le Service 8 passerait ainsi sous la tutelle du ministère de la sécurité publique, le **Gonganbu**. Meng veut taper fort contre le Guoanbu après les crises à répétition qui affectent le ministère, dans le sillage de la chute de l'ex-coordonateur des services **Zhou Yongkang**, actuellement en prison après avoir été exclu du PCC ([IOL n°725](#)).

Le Service 8 se trouve sous le feu des projecteurs depuis le limogeage l'année dernière du chef du département, **Qiu Jin**. Les enquêteurs qui mènent la purge

lui reprochent d'avoir couvert la mise sur écoute de certains dirigeants du PCC, y compris de l'actuel président Xi Jinping. Qiu Jin avait été remplacé cet été par **Ma Jian**, un proche de Zhou. Celui-ci, à peine rentré d'Islamabad, où il devait faire un tour d'horizon sur les rivalités entre **Al-Qaeda** et **l'Etat islamique** (Daech) avec **l'Inter-Services Intelligence** (ISI), a été arrêté pour corruption en décembre ([IOL n°727](#)). Enfin, **Liang Ke**, le chef du **Bureau de la sécurité d'Etat de Pékin**, compromis dans le scandale de corruption centré sur les liens entre **Bo Xilai** et Zhou Yongkang, avait aussi été démis de ses fonctions. Il avait été remplacé en catastrophe par **Li Dong** ([IOL n°707](#)).

S'il devait se concrétiser, ce changement de tutelle du Service 8 constituerait un retour de bâton inattendu pour le Guoanbu. Avant la purge qui le secoue, le service avait failli absorber son homologue au Gonganbu, le **1^{er} Département**, chargé du contre-espionnage et de la contre-ingérence ! Le coordinateur des services, Meng Jianzhu, voulait alors punir ce service, qui avait été utilisé par Zhou Yongkang à des fins politiques ([IOL n°703](#)).

FRANCE

Qui pour succéder à Besancenot à Riyad ?

L'ambassadeur de France en Arabie Saoudite depuis 2007, **Bertrand Besancenot**, devrait quitter son poste à l'été. Dans les couloirs du Quai d'Orsay, trois noms se dégagent déjà pour le remplacer. L'ambassadeur au Liban, **Patrice Paoli**, peut se prévaloir d'avoir mené à bien le contrat **DONAS** (aide à l'armée libanaise). Son prédécesseur à Beyrouth, aujourd'hui en "exil" à Brasilia, **Denis Pietton**, serait aussi candidat. Enfin, **François Gouyette**, en poste en Tunisie, pourrait retenter - après un essai infructueux en 2012 - de succéder à Besancenot.

FRANCE-JORDANIE

Service minimum pour le COS à Eger Lion.

Déployé actuellement au quasi-maximum de ses capacités opérationnelles ([IOL n°727](#)), le **Commandement des opérations spéciales** (COS) devrait participer *a minima* à l'exercice **Eger Lion**, qui doit rassembler au printemps 10 000 soldats issus de plus de 40 nations en Jordanie. Et ce, pendant plusieurs semaines. Afin de faire entrer cet exercice dans ses actuelles obligations opérationnelles, le COS a décidé de le marier avec **Sunrise**, son exercice bilatéral avec les forces spéciales jordaniennes de la **5^e Brigade aéroportée**. Cela permettra ainsi de gonfler le niveau de participation à **Eger Lion**...

ETATS-UNIS

Le Trésor centralise la coopération financière

Le département américain du Trésor va dorénavant centraliser les informations obtenues depuis les unités de renseignement financier qu'il a contribué à créer dans les pays étrangers. A cette fin, le Trésor a récemment mis sur pied une **Global Financial Intelligence Unit** (GFIU), qui collecte les informations recueillies par les *Economic Crimes Teams* (ECT) déployées à l'étranger. Celles-ci, créées dans le cadre des programmes d'entraide de l'**Office of Technical Assistance** (OTA) du Trésor, doivent aider les pays qui le souhaitent à se doter d'instruments de lutte contre le blan-

chiment, la corruption et le financement du terrorisme, en adoptant les standards américains de conformité et de réglementation.

Les programmes de création des ECT ont été déployés dans plusieurs pays et ont connu une fulgurante accélération depuis la moitié des années 2000. Les Banques centrales et/ou les ministères des finances d'Irak, d'Argentine, d'Algérie ou de Serbie ont eu droit à ce type de coopération. Sans oublier certains refuges fiscaux, notamment dans les Caraïbes. Fin janvier, le Trésor s'est remis en quête d'un consultant pour mettre en place d'autres ECT, reliées à la GFIU.

CHINE

Le dispositif d'écoutes de Pékin renforcé

Le 3^e Département de l'**APL**, dédié aux interceptions électroniques, s'est lancé dans un vaste plan de redéploiement. Celui-ci vise les écoutes des communications de pays voisins de la Chine, tout comme les communications civiles intérieures.

Ainsi, une nouvelle station a été mise en place dans l'île sudiste de Hainan ces derniers mois. Celle-ci est entièrement dirigée vers le Viêt-Nam. De même, selon le contre-espionnage taïwanais, l'APL a installé deux

nouvelles bases dans la région du Fujian, face à Taïwan, pour intercepter les systèmes de communications de l'armée de l'île. Selon les mêmes sources, une station non loin de la base aérienne de Longtian se focalise particulièrement sur Taipei. Ce maillage est aussi renforcé par la station d'interception récemment installée sur le mont Tai Mo Shan, à Hongkong (IOL n°724), et par celle de la baie de Maodong, à 15 km de l'ancienne enclave britannique.

TURQUIE/ETATS-UNIS

Comment Ankara tente de discréditer Gülen

Alors qu'Ankara prépare une demande officielle d'extradition du très influent imam **Fethullah Gülen**, le président **Recep Tayyip Erdogan** sait que celui-ci ne verra pas de sitôt les geôles turques. Par cette pression diplomatique, Ankara veut surtout présenter Gülen comme une marionnette aux mains des Américains et ainsi le discréditer avant les élections générales de juin en Turquie. Toutefois, les stratégies diplomatiques de Recep Tayyip Erdogan réfléchissent à d'autres scénarios pour affaiblir l'imam réfugié aux Etats-Unis. Pour la première fois, le président turc a évoqué la semaine dernière la possibilité pour Washington d'expulser Gülen vers un pays tiers. En

2014, les partisans de l'imam avaient déjà cherché un refuge pour leur chef en Afrique du Sud et au Canada. **Jacob Zuma** avait été approché via le **Muslim Judicial Council**, un organisme rattaché à la nébuleuse Gülen. Toutefois, cette démarche avait été divulguée à Ankara par un sympathisant de l'**AKP** d'Afrique du Sud d'origine indienne.

Fethullah Gülen a obtenu sa carte verte en 2008 avec le soutien de la **CIA**, contre l'avis du *Department of Homeland Security*. Il est éligible depuis lors à la citoyenneté américaine. Ankara avait révoqué l'an dernier le passeport turc que Gülen avait utilisé pour obtenir sa carte verte, au motif qu'il avait obtenu cette dernière de façon irrégulière.

ARABIE SAOUDITE

Vers la fin de la Garde nationale ?

Alors que ses troupes sont fortement mises à contribution (lire p.1), des rumeurs insistantes font état d'une prochaine dissolution de la **Garde nationale**, sur ordre du roi **Salman**. Une partie de ses hommes rejoindrait le régiment de la **Garde royale**; ceux en charge des frontières seraient intégrés au ministère de l'intérieur de **Mohamed bin Nayef**; tandis que le reste des troupes serait absorbé par le ministère de la défense de **Mohamed bin Salman**. Commandée par **Muteb bin Abdallah**, la Garde nationale, créée en 1917, constitue le dernier bastion du clan **Abdallah**.

ISRAËL/ARABIE SAOUDITE

Coopération éventée. Révélée seulement début février, la mort à Tabuk, mi-janvier, d'un ingénieur de la société **Kollsmann**, filiale de l'israélien **Elbit Systems**, met en lumière les liens sécuritaires entre Tel Aviv et Riyad. Selon nos sources, la coopération entre les services des deux pays a fortement augmenté ces dernières années, d'abord à propos de l'Iran puis de l'**Etat islamique** (**Daech**). Cette évolution avait commencé à la fin de la direction de **Meir Dagan** au **Mossad**, et a encore augmenté depuis 2010 quand **Tamir Pardo** est arrivé à la tête du service. Les liens étaient notamment excellents lorsque **Bandar bin Sultan** dirigeait le **General Intelligence Presidency** (GIP). Le ministère israélien de la défense avait ainsi accepté que des sociétés démarchent Riyad, notamment en matière de systèmes de missiles et de drones. **Mohamed bin Nayef** cherche à s'en doter depuis plusieurs mois (IOL n°708).

KAZAKHSTAN

Le KNB se focalise sur le Sud.

Le département dédié au contrôle des frontières au sein du **KNB**, le service de renseignement kazakh, va renforcer sa surveillance du flanc Sud, qui pourrait être soumis à des infiltrations de djihadistes via le Kirgizstan. **Nurtai Abykayev**, le directeur du KNB, s'inquiète de l'activisme des membres de l'**Etat islamique**, épaulés par des groupes comme le **Mouvement islamique d'Ouzbékistan**, très présent dans la vallée de la Ferghana. **Abykayev** a déjà commencé à faire le ménage dans ses rangs : l'ex-responsable du KNB sur cette frontière, **Nurlan Dzhulamanov**, est actuellement jugé à Astana pour avoir organisé un système de corruption à grande échelle.

► Abonnement annuel

925 €

23 numéros par e-mail

- + L'édition en ligne
- + Les dossiers spéciaux
- + La collection Insiders
- + Les archives depuis 1992

INTELLIGENCE ONLINE est édité tous les quinze jours, en français et en anglais, par **Indigo Publications** ■ Directeur de publication : **Maurice BOTBOL** ■ Chefs de rubrique : **Pierre Gastineau** ; **Lazare Beullac** ■ Tél : 01 44 88 26 06 ■ Fax : 01 44 88 57 33 ■ www.IntelligenceOnline.fr

© Indigo Publications - Reproduction et diffusion interdites sans autorisation écrite.

■ ISSN : 1630-6589 ■ Publié sur www.IntelligenceOnline.fr ■ Commission paritaire : 1215 W 90645

Autres publications : La Lettre A, La Lettre du Continent, La Lettre de l'Océan Indien, Maghreb Confidential, Africa Energy Intelligence, Africa Mining Intelligence, Africa Confidential (éd. française), Presse News.

indigo
publications

L'intelligence des faits

142, rue Montmartre - 75002 Paris

Tél : 01 44 88 26 10

info@indigo-net.com

LIGNE ROUGE

Ce pétrole iranien que Moscou ne réussit pas à écouler

Les négociations entre le Kremlin et Téhéran en vue de signer l'accord "pétrole contre biens industriels" sont totalement bloquées. Moscou ne parvient pas à trouver pour ce pétrole des débouchés dans des pays tiers, inquiets des réactions américaines. Enquête.

Selon nos informations, **Vladimir Poutine** a mandaté depuis plusieurs semaines son bras droit pétrolier, **Igor Sechin**, l'omnipotent patron du géant **Rosneft**, pour trouver des débouchés commerciaux au pétrole iranien, dans le cadre du programme "pétrole contre biens industriels" que les deux pays négocient depuis plusieurs mois. Mais, selon nos sources, Sechin n'arrive absolument pas à écouler ce pétrole ! Une *task force* a même été mise en place au sein du ministère de l'énergie, à Moscou, pour tenter de trouver des issues commerciales au brut de Téhéran. En vain.

Igor Sechin et ses équipes s'évertuent à trouver des raffineries situées dans des nations "amies" de la Russie à même d'en acheter. L'Italie, jugée peu encline à voter les sanctions contre Moscou en 2014, a été approchée. Sans succès. D'autres pays du Sud-Est asiatique ont été démarchés, sans plus de réussite. Tous craignent les représailles des Etats-Unis, qui surveillent

de très près l'opération. Vu de Washington, l'Iran serait moins enclin à faire des concessions dans le cadre de son programme nucléaire s'il peut augmenter ses exportations tout en restant sous sanctions internationales. Et les Etats-Unis veulent empêcher qu'un nouvel axe de pays sous sanction ne se développe.

Moscou se retrouve ainsi en porte-à-faux face à son partenaire iranien. Au vu de l'impossibilité à trouver des débouchés à l'étranger, la Russie freine des quatre fers pour concrétiser le pré-accord signé en août. Et ce, alors qu'elle veut toujours renforcer son alliance avec Téhéran. S'il se concrétisait finalement, ce troc doit permettre à l'Iran d'exporter son pétrole brut - les deux pays tablent sur quelques 500 000 barils par jour - contre des produits de première nécessité et des équipements pour remettre à niveau son tissu industriel. La société **Techno-promexport**, filiale du conglomérat à capitaux publics **Rostec**, pourrait aussi construire de nouvelles infrastructures pétrolières.

Dans la perspective de ce troc "pétrole contre biens industriels", les transferts de devises entre les Banques centrales russes et iraniennes ont été rétablis en début d'année. L'échange de bons procédés nécessite tout de même une monétisation pour quantifier les volumes échangés.

ETATS-UNIS

Qui concourt à Africap ?

Les sociétés militaires privées américaines se bousculent pour répondre à l'appel d'offres du département d'Etat pour former et équiper les armées africaines.

Lancée officiellement le 15 janvier, la bataille s'annonce serrée pour faire partie des *happy few* qui pourront bénéficier des prochains contrats du programme **Africap** (*Africa Multifunctional Peacekeeping Support Program*). Les quatre sociétés opérant pour le précédent contrat-cadre de 2009, à savoir **PAE Government Services**, **AECOM**, **DynCorp** et **Protection Strategies Inc.**, se sont d'ores et déjà remises sur les rangs. Cependant, plusieurs autres acteurs majeurs se pressent au département d'Etat : **Triple Canopy** (intégrée au sein du groupe **Constellis**), **Fluor Government Group** (FGG, filiale du géant de l'ingénierie **Fluor**), **IAP Worldwide Services** et **Engility**. Signe qui ne trompe pas : devant l'imminence de la publication de l'appel d'offres, toutes ont embauché fin 2014 des spécialistes des contrats gouvernementaux en Afrique !

Dédié aux opérations américaines de maintien de la paix en Afrique et piloté par le département d'Etat, ce contrat-cadre

visé à équiper et former les armées africaines (Congo-Kinshasa, Liberia, Soudan du Sud, etc.), ainsi que les missions de l'**Union africaine** (UA) et de la **Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest** (Cedeao). Il devrait créer un appel d'air pour des sociétés militaires privées (SMP) en panne de croissance.

Mal en point - à l'image de DynCorp, qui a perdu en un an près de la moitié de son volume d'affaires (**IOL n°723**) -, le secteur doit se trouver de nouveaux débouchés : le théâtre afghan est amené à tendanciellement diminuer, tandis que toutes les opérations en Irak tournent au ralenti. Dans cette perspective, l'Afrique apparaît comme le nouvel eldorado. Cet automne, lors du sommet annuel à Washington de l'**International Stability Operations Association** (ISOA), le lobby des sociétés de sécurité, les discussions étaient focalisées sur le potentiel du continent africain. Un après-midi entier de présentation avait été de plus consacré à celui-ci, avec en point d'orgue l'intervention de **Johnnie Carson**, l'*Assistant Secretary of State for African Affairs* de **Hillary Clinton** au département d'Etat.

EMIRATS ARABES UNIS

Morpho assuré de gagner le contrôle des aéroports ?

Pour remporter le 29 janvier le contrat de contrôle biométrique dans les aéroports des Emirats arabes unis, **Morpho**, la branche sécurité de **Safran**, est passée par sa filiale locale dédiée, **Electronic Identity Management and Security Solution** (EIMASS). Or celle-ci est détenue à 70% par le **Privatization Service Group** (PSG), une société elle-même rattachée au ministère émirati de l'intérieur. Ce dernier est le commanditaire de l'appel d'offres pour le contrôle des aéroports.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Excalibur, sous-traitant anti-islamiste.

Prague est mis à contribution pour soutenir les efforts de guerre contre les groupes islamistes. Le groupe tchèque **Excalibur**, qui dispose encore de licences des tanks soviétiques, va fournir à Bagdad une centaine de chars modernisés (*T-72*), ainsi que des véhicules blindés pour l'infanterie (*BVP-1*). La société va en outre livrer des véhicules et des lance-roquettes aux militaires nigériens, en lutte contre **Boko Haram**. Washington, qui est intervenu plusieurs fois ces dernières semaines pour interrompre des ventes d'armes au Nigeria, notamment d'hélicoptères *Cobra* issus de l'armée israélienne, ne s'y est cette fois pas opposé.

ETATS-UNIS/CORÉE DU SUD

AJ Industries, discret courtier militaire

Déposée le 26 janvier devant la cour de justice du district de Columbia, la plainte du fournisseur américain d'équipements de défense **Coastal Mechanics** contre le bureau d'achat du ministère sud-coréen de la défense, la **Defense Acquisition Program Administration (DAPA)**, révèle le rôle très discret joué par le cabinet **AJ Industries**. Basée dans le New Jersey, cette société dirigée par la femme d'affaires **Moontak Oh** est spécialisée dans l'intermédiation entre la Corée du Sud et les Etats-Unis.

Coastal et AJ Industries reprochent à la DAPA d'avoir mis fin unilatéralement aux contrats qui les liaient, sans motif et en rup-

ture de la convention que les deux parties avaient signée. Ces accords concernaient la livraison de pièces détachées pour des hélicoptères **MD500** et des systèmes de missiles anti-char **TOW**, ainsi que des lance-roquettes pour hélicoptères **LAU-131/A**. Fabriqués par Coastal, ceux-ci étaient formellement vendus par AJ Industries.

Par le passé, AJ Industries avait négocié la création d'une joint-venture entre le **Korea Advanced Institute of Science and Technology (KAIST)** et Coastal en vue de vendre une technologie de terminal portuaire mobile à la **Port Authority of New York and New Jersey**, mais le projet avait échoué.

ROYAUME-UNI

Quintel, enquêteur de Kenyatta à la CPI

La société britannique d'enquête privée **Quintel Intelligence** a accompagné le président kenyan **Uhuru Kenyatta** pendant tout son procès pour crime contre l'humanité devant la **Cour pénale internationale (CPI)**. Si cette dernière a finalement abandonné début décembre les charges contre lui, faute de preuve, elle se réserve le droit de relancer le procès si de nouveaux éléments apparaissent. La CPI accusait Kenyatta d'être responsable des exactions qui étaient survenues après l'élection présidentielle de décembre 2007. Pendant toute la durée du procès, Quintel, dirigée

par l'ex-commandant du 22^e régiment du **Special Air Service, John Holmes**, a mené des contre-enquêtes sur tous les éléments de preuve fournis par l'accusation.

Quintel est intervenue en appui des équipes juridiques du président kenyan pilotées par **Steven Kay**, l'avocat du cabinet **9 Bedford Row** et conseil juridique de Quintel. Spécialisé dans la défense de chefs d'Etat accusés de crimes contre l'humanité, Kay a déjà défendu devant la CPI le président soudanais **Omar el-Béchir**, ainsi que les anciens leaders serbe **Slobodan Milosevic** et libérien **Charles Taylor**.

ETATS-UNIS/YÉMEN

Qui va fournir les avions ISR à Sanaa ?

Le Pentagone veut être prêt à reprendre la coopération militaire avec le Yémen, aussitôt que sa situation politique sera clarifiée. L'**US Air Force (USAF)** a lancé, le 23 janvier, un appel à manifestation d'intérêt pour identifier des intégrateurs capables de transformer quatre avions **Air Tractor AT-802** (développés à l'origine pour l'épandage de pesticides) en appareils de renseignement (ISR), notamment grâce à l'installation d'une boule infrarouge **MX-15 de L3**. Ces monomoteurs seront destinés à l'armée de l'air yéménite.

Sur ce dossier, l'**USAF** a récemment changé son fusil d'épaule : en septembre, elle envisageait encore d'acquérir une version militarisée de l'appareil (baptisée **AT-802U**) directement auprès d'**Air Trac-**

tor. Si la solution du *retrofit* l'emporte, le groupe américain **IOMAX** part en pole position, ayant déjà réalisé ce type de transformations sur ce modèle pour les forces armées émiraties. Mais celles-ci, qui ont entrepris de remplacer leurs **AT-802** par d'autres avions, en ont déjà fourni plusieurs exemplaires à la Jordanie et à l'Egypte. Les six appareils qu'elles ont encore en stock pourraient donc prendre la direction du Yémen. Air Tractor, qui a déjà vendu plusieurs appareils au département d'Etat pour des opérations anti-drogue, n'a jamais décroché de contrat auprès du Pentagone. Pour maximiser ses chances de fournir des appareils neufs au Yémen, la société s'appuie depuis peu sur le cabinet de lobbying **The Roosevelt Group**.

FRANCE

L'improbable fusion DCI-ODAS-Sofema. Le projet de fusionner les trois offices d'armement rattachés au ministère français de la défense ressurgit. Porté par une étude de l'**Agence des participations de l'Etat (APE)** sur le dispositif français d'export de défense, qui doit être finalisée prochainement, **Jean-Michel Palagos**, le PDG de la société de services militaires **Défense conseil international (DCI)** et ancien directeur de cabinet adjoint de **Jean-Yves Le Drian**, s'active depuis quelques semaines auprès des dirigeants des bureaux d'export, **Sofema** et **ODAS**, pour les convaincre de se rassembler... sous son égide. Toutefois, cette fusion ne peut se faire sans l'aval du ministère de la défense. Or, à l'hôtel de Brienne, on précise qu'un tel montage n'est absolument pas à l'ordre du jour.

ROYAUME-UNI/ETATS-UNIS

Neville-Jones rejoint Ridge-Schmidt. Ex-ministre de la sécurité et du contre-terrorisme et ancienne conseillère sur les questions de cybersécurité de **David Cameron**, la baronne **Pauline Neville-Jones** a rejoint fin janvier le cabinet de conseil **Ridge-Schmidt Cyber**. Celui a été fondé en 2013 par **Tom Ridge**, l'ex-secrétaire du **Department of Homeland Security** de **George W. Bush**, et par **Howard A. Schmidt**, le **Cybersecurity Coordinator** de **Barack Obama** de 2009 à 2012. Neville-Jones, qui a pris en parallèle fin janvier la présidence du conseil consultatif du **Cyber Security Challenge (CSC)**, aura pour responsabilité de développer le portefeuille clients de Ridge-Schmidt en Europe. Sponsorisé par le **GCHQ**, le CSC organise des compétitions de hacking à travers le Royaume-Uni pour repérer les futurs talents du secteur.

ETATS-UNIS

Un ex-VP d'Academi veut fondre sur l'Afrique. **Senior Vice President** en charge du **Business Development** de la société de sécurité **Academi** (ex-**Xe**, ex-**Blackwater**) jusqu'en janvier, **Robert Riegler** vient de prendre la tête d'un discret pool d'investissement concentré sur l'Afrique. Il compte en priorité trouver des opportunités d'affaires dans la logistique et les services aux sociétés dans l'Est du continent, qu'il connaît bien. Pour Academi, Riegler, un ancien agent du **Department of Homeland Security (DHS)** et de la **Defense Intelligence Agency (DIA)**, avait sillonné en particulier l'Ouganda et le Kenya. Il pourrait y croiser **Erik Prince**, l'ancien patron de **Blackwater** aujourd'hui à la tête de **Frontier Services Group (FSG)**, qui multiplie les investissements dans la région (**IOL n°714**).

ETATS-UNIS

The Soufan Group de l'ex-agent du **FBI Ali Soufan**, spécialisé dans la lutte contre le terrorisme islamiste, aime s'entourer de députés britanniques. Le cabinet a récemment invité à New York - sur ses fonds - le député conservateur **Graham Stuart**. Celui-ci, président de la commission sur l'éducation de la Chambre des communes, s'est notamment exprimé, devant des étudiants de la **Fordham University**, sur la radicalisation islamique à l'œuvre au sein des écoles britanniques. Le Soufan Group se fait également conseiller par un autre député du Royaume-Uni, **Mark Pritchard**. Spécialiste des questions d'antiterrorisme, cet ancien consultant siège au sein du **Joint Committee on the National Security Strategy**.

ETATS-UNIS

K2, le cabinet d'intelligence économique fondé par **Jules Kroll** et son fils **Jeremy**, a recruté en janvier **Jeffrey Francisco**, qui quitte donc son poste de vice-président de la **Global Financial Crimes Compliance Division** de **JP Morgan Chase**. Ex-inspecteur de l'**Internal Revenue Service** (IRS), Francisco est passé entre-temps par le service d'investigation de **Navigant**. Déjà très présent dans les enquêtes informatiques, K2 ne cesse de renforcer son pôle financier depuis l'année dernière.

ETATS-UNIS

Kroll veut reprendre la main dans le secteur informatique (*forensics* et cybersécurité) face à la concurrence de **K2** et de **Stroz Friedberg**. Le cabinet d'intelligence économique vient de recruter **John Loveland** pour piloter sa direction innovation. Après avoir dirigé ce même département au sein de **Navigant** puis de **PwC**, celui-ci avait fondé en 2013 à Washington son propre cabinet, **iRisk Strategies**. Son prédécesseur chez Kroll, **Andrea Johnson**, a quant à lui été débauché en décembre par le cabinet de Denver, **Catalyst Secure**. En quelques mois, Kroll a vu nombre de ses cyber-enquêteurs partir chez ses concurrents (IOL n°713).

■ ETATS-UNIS/ISRAËL

Rivalité entre ex-espions israéliens

Kela Intelligence, qui dominait jusqu'à présent le marché new-yorkais des ex-agents de renseignement israéliens reconvertis dans l'enquête, se voit bousculé par un nouvel acteur... issu de ses rangs.

En créant leur cabinet d'investigation **Intelligo Group**, **Shlomo Mirvis** et **Dana Rakovsky** concurrencent directement leur ancien employeur, **Kela Intelligence**. Jusqu'à l'été, Shlomo Mirvis était *Senior Vice President* en charge du *Business Development* et Dana Rakovsky *Senior Analyst* au sein de Kela. Depuis la création d'Intelligo, d'autres anciens collègues les auraient rejoints.

Basés en Israël mais présents sur la côte Est des Etats-Unis, les deux cabinets recrutent aux mêmes sources : des ex-agents du **Mossad** et de l'**Aman**, le renseignement militaire, dont nombre d'anciens de l'**Unité 8200**, dédiée à la cyber-offensive.

Les deux sociétés rivalisent aussi pour se doter du plus prestigieux conseil consultatif. Intelligo s'appuie sur l'ancien chef du **Shin Bet** et ex-ministre de la sécurité intérieure, **Avi Dichter**, ainsi que sur l'ancien commandant de l'Unité 8200, **Pinchas Buchris**. De son côté, Kela peut compter sur **Shabtai Shavit**, qui a dirigé le Mossad de 1990 à 1996, et sur **Yaakov Amidror**, qui a piloté le **Conseil national de sécurité** jusqu'en 2013.

FRANCE

Gallice se redéploie en Irlande

Après une année 2014 mouvementée, Gallice, la société de sécurité dirigée par Gilles Sacaze et Frédéric Gallois, ferme sa holding française. Direction Dublin !

Gallice Group a déposé fin janvier le bilan en France. Cette holding, qui chapeautait toutes les activités de la société, n'a pas résisté à une année marquée par une situation sécuritaire difficile sur ses zones de prédilection (Irak et Afrique) et la mise en examen de **Frédéric Gallois**, l'un de ses cofondateurs et dirigeants dans le cadre de l'affaire de corruption de l'homme d'affaires **Michel Tomi**. Gallois est toujours mis en examen pour faux et usage de faux dans le cadre du contrat de protection du président malien **Ibrahim Boubacar Keïta**, ce dont il se défend.

Pour ses activités internationales, le groupe va dorénavant opérer depuis sa société irlandaise **Gallice Developments**, créée en 2009. Les filiales que la holding possédait en France, à savoir le transporteur de biens de luxe **L&V Protection**, le cabinet de sûreté aéroportuaire **Hyleos**, le spécialiste de la protection de VIP **Gallice protection** et le bureau d'enquête privée **BS3I** (piloté par **Gilles Maréchal**) vont dorénavant s'agglomérer autour de la société de gardiennage **Centaure**, qui détenait jusqu'ici 15% du capital.

Ancien commandant en second (2002-2005) du **GIGN** et conseiller à la **Cour des comptes**, **Antony Couzian-Marchand** profite de la restructuration en cours pour monter au capital de Gallice Developments. En charge de la stratégie et du développement, celui-ci était jusqu'ici détaché par le groupe auprès du président gabonais **Ali Bongo**.

ROYAUME-UNI

Helen Liddell, présidente du cabinet d'enquête **Good Governance Group** (G3) depuis fin 2014 (IOL n°725), siège depuis le 27 janvier au conseil consultatif du cabinet américain **PwC**. La baronne **Liddell de Coatdyke** compte y faire fructifier ses expériences de ministre des transports, puis de ministre de l'énergie dans le gouvernement de **Tony Blair**. Le vétéran des forces spéciales et des services de renseignement **Paddy Ashdown** ne conseille plus, quant à lui, le cabinet G3 depuis début janvier.

ROYAUME-UNI

Floyd Woodrow, l'ancien officier des **SAS** qui était jusqu'en janvier directeur des opérations de **Britam Defence**, vient de prendre la tête de la très discrète société de sécurité **Valkyrie**. Enregistrée en Suisse, celle-ci emploie déjà nombre d'anciens du même service, dont **Peter Malmström**, le directeur des opérations. Le responsable de la cybersécurité de Valkyrie, **Mike Moran**, un ex-officier du renseignement militaire, a notamment été le conseiller en sécurité de la famille royale britannique.

ROYAUME-UNI

Risk Advisory Group, la société d'intelligence économique et de sécurité privée dirigée par **Bill Waite** et **Richard Prior**, muscle ses équipes dédiées aux marchés émergents. La firme vient de recruter **Jonathan Bray** pour piloter ses investigations en Afrique subsaharienne. Celui-ci a passé sept ans dans cette zone pour le compte de **Control Risks**. Ex-journaliste, puis collaboratrice depuis mi-2013 du département *Corporate Intelligence & Anti-Corruption* du cabinet de conseil **PwC**, la Brésilienne **Andrea Murta** se chargera, pour sa part, des opérations en Amérique du Sud. En revanche, **Henry Pugh**, jusqu'ici *Chief Operating Officer*, a quitté la société fin décembre. L'ancien responsable de l'Inde au sein de Risk Advisory Group, **Amit Chanda**, l'avait précédé de quelques mois : il a rejoint cet été le département d'Etat américain.

NOTE BLANCHE

Balkan Mining, repaire des Lords anglais russophiles

Opérant depuis moins de deux ans, la petite junior minière **Balkan Mining Group (BMG)** attire déjà à elle les Lords britanniques les plus connectés en Russie.

Connexion russe ▶ Pour percer dans la production minière dans l'Ouest des Balkans, le **Balkan Mining Group (BMG)** a formé un prestigieux conseil consultatif. Ces membres, Lords britanniques pour la plupart, affichent l'intrigante particularité d'être très connectés en Russie. Ainsi, le secrétaire général de l'**OTAN** de 1999 à 2004, **George Robertson**, baron **Robertson of Port Ellen**, accompagne le BMG dans ses prospections. Aujourd'hui conseiller de la major pétrolière **BP** à Moscou (**IOL n°728**), il avait tissé de solides réseaux dans les Balkans pendant ses cinq années à la tête de l'organisation atlantique, alors engagée aux côtés de la province du Kosovo contre les forces armées serbes de **Slobodan Milosevic**.

Royal conseil ▶ Lord Robertson y siège aux côtés de l'inusable prince **Michael de Kent**, cousin de la reine **Eli-zabeth II** (**IOL n°527**) et président honoraire de la **Russo-British Chamber of Commerce (RBCC)**. Celui-ci y a également fait entrer son secrétaire particulier, **Nicholas Chance**, féru d'intelligence économique (**IOL n°541**). Sir **Tony Baldry**, le député conservateur et ex-assistant de **Margaret Thatcher**, complète ce conseil consultatif (**IOL n°721**). Enregistré à Malte mais opérant depuis Skopje, le **Balkan Mining Group** cible en priorité la production d'argent, de zinc et de plomb, dont le sous-sol de la région regorgerait.

MACÉDOINE

Balkan Mining Group (BMG)

5A, Franc Mesesnel, Skopje

Créé en 2013

Les décideurs

Raymond "Ray" Power - DG. Installé en Macédoine depuis le début des années 2000, **Ray Power** a d'abord été actif dans le secteur des nouvelles technologies. Il s'est lancé dans le négoce minier en 2008, puis a créé **Ascot Group**. Cette société s'est depuis diversifiée dans les produits agricoles et l'énergie solaire. Principalement actif en Macédoine, Ascot investit également en Afrique, notamment en Zambie. Il s'y est entouré du Russe **Daniel Zakharov**, ex-gestionnaire de fortune à **UBS** et **Citigroup**. Ray Power préside en parallèle la **British Chamber of Commerce of Kosovo** et le **British Business Group in Macedonia**.

Terje Engstrom Lien - Special Advisor. Même s'il n'est que *Special Advisor*, le Norvégien **Terje Lien** détient en réalité la moitié du capital du BMG. Ce vétéran du trading possède plusieurs sociétés dans le secteur minier (**Hubro Finans**) et dans les énergies renouvelables (**GRE Holding**).

Annette Malm Justad - Présidente. Présidente de **Port of London Authority (PLA)** depuis juin, cette femme d'affaires norvégienne siège à de nombreux conseils d'administration de sociétés scandinaves d'énergie (**Awilco LNG**) et de transport maritime (**American Shipping Co.**).

TERABYTES

L'ANSSI veut traduire "incident response" en français

LES FOURNISSEURS

Thales (France) - Dans les starting-blocks pour obtenir les certifications PDIS et PRIS de l'**ANSSI**, **Thales** a lancé en juin un service d'*incident response*, baptisé *Critical 48*. Cantonné pour l'heure au marché britannique, celui-ci repose sur les technologies des groupes américains **FireEye** et **Guidance Software**.

Solucom (France) - Le cabinet de conseil **Solucom** a créé en 2013 une branche spécialisée dans la réponse aux incidents informatiques, **CERT-Solucom**. Celle-ci a présenté en début d'année un outil permettant d'évaluer automatiquement l'étendue de la compromission d'un système d'information.

Les spécialistes de la réponse aux attaques informatiques devront opérer depuis la France pour être certifiés.

▶ **LE PRINCIPE** L'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) veut attribuer cette année ses premières certifications à des prestataires de détection des incidents de sécurité (PDIS). En plein développement - et plus connu sous le nom d'*incident response* -, ce type de service consiste à surveiller en temps réel les systèmes informatiques d'un client (entreprise sensible, administration publique) pour détecter les tentatives d'intrusion et/ou d'exfiltration de données protégées, la propagation de virus, etc. L'ANSSI se prépare aussi à certifier des prestataires de réponse aux incidents de sécurité (PRIS). Leur fonction est complémentaire à celle des PDIS : ils se chargent

d'identifier le mode opératoire de l'attaquant et d'y remédier le plus rapidement possible.

▶ **DOMINATION AMÉRICAINE** Ce "gardien informatique" nécessite d'avoir accès aux infrastructures protégées : installation de sondes sur le réseau, collecte des données émises par les pare-feux, les antivirus, les serveurs d'authentification, etc. Les ordinateurs et même les appareils mobiles sont aussi placés sous surveillance. Or, les leaders du marché sont tous américains : **Guidance Software**, **Dell SecureWorks**, **FireEye**. Ils réalisent une partie de leur surveillance à distance, depuis les Etats-Unis. L'ANSSI veut donc imposer aux prestataires PDIS et PRIS qu'ils opèrent depuis le territoire français, où les données seront hébergées et traitées, pour obtenir leur certification. Celle-ci est indispensable pour remporter des contrats publics.